



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Geniès BALAZUN, Gérard LANNELONGUE, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.

Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 20 juin 2018, il a été constaté la stricte équivalence entre le compte administratif et le compte de gestion. Ces deux documents font état d'un résultat brut de clôture s'élevant à 44 779 353,97 euros.

La délibération du 20 juin 2018 détaille la présentation de ces résultats par section et par chapitre budgétaire et correspondent au détail des deux documents.

Cependant le tableau récapitulatif des résultats mentionné en fin de délibération comportait une erreur matérielle et doit être corrigé comme suit :

2 017	Résultat de clôture 2016 du budget principal	Intégration des résultats du budget annexe de l'eau brute	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017	Solde reports 2017	Résultat net
Investissement	-62 748 992,67	4 803,62		8 048 092,18	-54 696 096,87	-27 199 529,18	-81 895 626,05
Fonctionnement	73 511 587,68	47 671,79	46 209 986,79	72 126 178,16	99 475 450,84		99 475 450,84
TOTAL	10 762 595,01	52 475,41	46 209 986,79	80 174 270,34	44 779 353,97	-27 199 529,18	17 579 824,79

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :99 475 450,84 €
- résultat d'investissement hors reports :- 54 696 096,87 €
- solde des reports d'investissement :- 27 199 529,18 €
- besoin de financement de la section d'investissement :81 895 626,05 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 81 895 626,05 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 17 579 824,79 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 54 696 096,87 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :81 895 626,05 €
 - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :17 579 824,79 €
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire

Afin de transférer les résultats du budget annexe des services funéraires au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction de ces résultats avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats du budget principal et du budget annexe des services funéraires doivent être les suivantes :

- 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 54 007 653,71 €
- 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :81 895 626,05 €
- 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :18 156 414,07 €

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49412-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.